

12.1 Monnaie - Crédit

À la fin de l'année 2017, l'endettement des **agents non financiers (ANF) résidents** s'établit à 5 239,6 milliards d'euros, en hausse de 4,0 % sur l'année, après + 4,7 % en 2016. La dette des ménages – y compris les **institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)** – augmente plus fortement en 2017 qu'en 2016. En revanche, la dette des **sociétés non financières (SNF)** et celle des **administrations publiques (APU)** progressent moins vite. Exprimés en proportion du PIB, les **ratios d'endettement** des SNF et des APU augmentent moins vite en 2017 (respectivement + 0,6 point et + 0,3 point pour s'établir à 71,7 % et 98,5 %) ; parallèlement, celui des ménages s'accroît de 1,4 point pour s'établir à 58,3 %.

S'agissant des formes d'endettement des SNF, la croissance de l'encours de crédits obtenus auprès des institutions financières reste soutenue. En revanche, l'endettement sous forme de titres de créances ralentit sous l'effet d'une moindre hausse des émissions nettes de titres de long terme alors que l'encours des titres de court terme accélère (+ 13,3 % en 2017). Au total, la part des titres de créance émis par les SNF dans leur endettement total est plus petite en 2017 qu'en 2016 (36,6 %, contre 37,4 %).

Le taux de croissance annuel des crédits aux ménages atteint + 5,5 % en 2017. L'environnement de taux bas favorise la progression

des transactions immobilières, financée principalement sous forme de crédits par les ménages.

L'endettement bancaire des APU diminue (– 2,0 % en 2017). Parallèlement, l'encours des titres de créance à long terme qu'elles émettent augmente (+ 4,4 %), tandis que l'encours de titres de créance à court terme recule légèrement (– 0,3 %).

La croissance de la monnaie au sens large est demeurée robuste fin 2017, en ligne avec le rythme régulier d'expansion monétaire observé depuis mi-2015. La croissance de la monnaie a été soutenue par le faible coût d'opportunité de la détention des instruments les plus liquides dans un environnement de **taux d'intérêt** très bas, ainsi que par l'incidence des mesures de politique monétaire de la Banque Centrale Européenne. Les composantes les plus liquides ont continué d'apporter la principale contribution à la croissance de la monnaie au sens large. Les sources internes de la création monétaire sont restées le principal moteur de la croissance de la monnaie au sens large. Dans le même temps, le redressement de la croissance des prêts accordés au secteur privé s'est poursuivi. Le flux annuel du financement externe total à destination des SNF de la zone euro se serait renforcé au quatrième trimestre 2017. Cette évolution reflète de nouvelles améliorations de la dynamique des prêts bancaires. ■

Définitions

Agents non financiers (ANF) résidents : ensemble regroupant les ménages, les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), les sociétés non financières et les administrations publiques (APU), ces dernières regroupant l'État, les organismes divers d'administration centrale (Odac), les collectivités locales et les organismes de sécurité sociale.

Ratios d'endettement : généralement exprimés en pourcentage du PIB, leur suivi permet d'apprécier l'adéquation des financements obtenus sous forme d'emprunts par les agents économiques aux évolutions de l'économie réelle. La répartition par instruments des financements obtenus (crédits, titres de créance) fournit des indications sur les substitutions entre les différentes formes d'endettement.

Administrations publiques (APU), agrégats monétaires (M1, M2, M3), dépôt à terme, dépôt à vue, institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), sociétés non financières (SNF), taux d'intérêt : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2018.
- « La monnaie fiduciaire en France en 2017 : une demande toujours dynamique », *Bulletin de la Banque de France* n° 218/2, Banque de France, juillet – août 2018.
- « Rapport annuel de la Banque de France 2017 », Banque de France, mars 2018.
- « Bulletin économique de la BCE », n° 2, Banque centrale européenne, mars 2018.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Endettement des agents non financiers en 2017

en fin d'année en milliards d'euros

	Encours	17/16 en %
Endettement des agents non financiers	5 239,6	4,0
Ménages et ISBLSM	1 334,6	5,5
Sociétés non financières	1 647,2	3,9
Administrations publiques ¹	2 257,8	3,2
Crédits auprès des Institutions financières²	2 662,0	4,5
Ménages et ISBLSM	1 334,6	5,5
Sociétés non financières	1 043,9	5,2
Administrations publiques	281,8	-2,0
Dépôts au passif du Trésor³	37,4	1,5
Financements de marché	2 484,2	3,0
Sociétés non financières	603,3	1,9
Titres de créance à court terme	37,0	13,3
Titres de créance à long terme	566,3	1,3
Administrations publiques	1 938,6	4,0
Titres de créance à court terme	170,6	-0,3
Titres de créance à long terme	1 768,0	4,4

1. Dette publique au sens de Maastricht. 2. Institutions financières monétaires et les autres intermédiaires financiers (organismes de titrisation, etc.). 3. Dépôts auprès du Trésor pour toutes les contreparties autres que les administrations publiques.

Sources : Banque de France ; Insee, comptes nationaux, base 2014.

Principaux indicateurs monétaires et financiers en France et dans la zone euro

glissement annuel de déc. à déc. en %

	2014 (r)	2015 (r)	2016 (r)	2017
M1				
Zone euro	8,1	10,6	8,8	8,7
France (contribution)	8,8	14,8	10,6	12,7
M2				
Zone euro	3,8	5,3	4,8	5,1
France (contribution)	3,6	6,7	5,6	8,3
M3				
Zone euro	3,9	4,7	5,0	4,6
France (contribution)	2,7	4,9	5,6	6,6
Crédits au secteur privé				
Zone euro ¹	-0,3	0,7	2,4	2,9
France ^{2,3}	2,6	3,0	4,9	5,3

1. Crédits (y c. crédits titrisés, hors opérations vis-à-vis des chambres de compensation) consentis par les institutions financières monétaires (IFM) résidant dans la zone euro aux résidents de la zone euro hors IFM et hors APU. 2. Crédits (y c. crédits titrisés) consentis par les institutions financières monétaires (IFM) résidant en France aux résidents français hors IFM et hors APU. 3. Non corrigé des effets saisonniers et calendaires.

Note : données corrigées des effets saisonniers et calendaires.

Sources : Banque centrale européenne ; Banque de France.

Dépôts et dépôts à terme

encours fin d'année en milliards d'euros

	2000	2016	2017
Dépôts à vue	333,5	847,3	948,7
dont : ménages ¹	144,0	381,8	420,0
sociétés non financières	105,6	338,1	396,9
Comptes sur livret	274,6	614,4	642,4
dont : livrets A et bleus	115,3	256,4	268,5
livrets soumis à l'impôt	46,1	176,6	190,5
Dépôts à terme de 2 ans ou moins	56,5	134,0	127,0
Dépôts à terme de plus de 2 ans	279,8	506,3	479,1
dont ménages ¹	274,3	334,5	339,2
dont plans d'épargne logement	190,3	258,8	270,1

1. Ménages et institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

Note : dépôts des non-IFM hors administrations centrales.

Source : Banque de France.

Crédits des établissements de crédit implantés en France à des résidents français

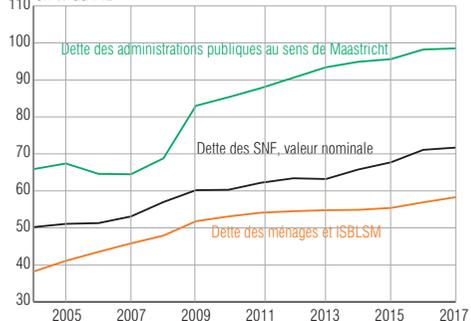
encours fin d'année en milliards d'euros

	2015	2016	2017
Crédits aux résidents par secteur bénéficiaire			
Secteur privé (y c. titrisation)	2 228,9	2 323,0	2 435,3
Administrations publiques	217,0	210,4	207,2
Total	2 445,9	2 533,4	2 642,5
Crédits aux sociétés non financières			
Investissement	605,3	638,5	679,4
Trésorerie	197,0	216,3	227,2
Autres objets	71,8	57,3	58,0
Total	874,1	912,1	964,6
Crédits aux ménages			
Habitat	964,0	997,8	1 058,3
Trésorerie	165,1	173,1	182,8
Autres objets	88,6	87,2	87,0
Total	1 217,7	1 258,1	1 328,1

Source : Banque de France.

Ratios de dette des agents non financiers de 2004 à 2017

en % du PIB



Sources : Banque de France ; Insee, comptes nationaux, base 2014.

Taux d'intérêt à court et à long terme par pays

taux moyen annuel en %

	1999	2016	2017
France			
Court terme	2,96	-0,26	-0,33
Long terme	4,62	0,46	0,81
Zone euro			
Court terme	2,96	-0,26	-0,33
Long terme	4,66	0,93	1,17
Royaume-Uni			
Court terme	5,60	0,51	0,35
Long terme	5,09	1,31	1,24
États-Unis			
Court terme	5,33	0,64	1,15
Long terme	5,64	1,84	2,33
Japon			
Court terme	...	0,07	0,06
Long terme	1,75	-0,07	0,05

Note : les taux interbancaires à trois mois (taux à court terme) sont identiques pour tous les pays de la zone euro. Les taux à long terme sont les taux se référant au rendement des obligations d'État.

Source : OCDE.

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Les clés des Tableaux de l'économie française

Titre de la double-page

Numéro du thème
et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Les mots ou expressions
en gras et en couleur
sont définis plus bas
ou dans la rubrique
« Définitions » en annexes

Une présentation
synthétique sur
chaque double-page

Des définitions pour
comprendre les concepts
clés de la double page
Toutes les définitions
sont regroupées dans
la rubrique « Définitions »
en annexes

Des publications
téléchargeables gratuitement
pour approfondir le sujet
Adresses des sites Internet
à retrouver dans la rubrique
« Adresses utiles » en annexes

Après une accélération en janvier 2017 à +1,3 %, le taux d'inflation mesuré par la variation sur un an de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** baisse progressivement jusqu'en juillet 2017 avant de remonter régulièrement au second semestre pour atteindre +1,2 %, fin 2017. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit globalement le même mouvement en France que dans l'ensemble de la zone euro. De même, l'indicateur d'**inflation sous-jacente**, qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales), remonte très lentement de février à décembre 2017, passant de +0,2 % à +0,6 % fin 2017.

En moyenne sur l'année, les prix à la consommation augmentent davantage en 2017 qu'en 2016 (+1,0 %, après +0,2 % entre 2015 et 2016) : l'inflation atteint ainsi un niveau supérieur à celui de 2013. Ce dynamisme reflète un vif rebond des prix de l'énergie et une accélération des prix de l'alimentation et du tabac. Seul un recul un peu plus prononcé des prix des produits manufacturés modère la hausse de l'inflation, alors que les prix des services croissent au même rythme qu'en 2016.

Après trois années de baisse consécutive, les prix des produits énergétiques sont en forte hausse en 2017 (+6,2 % en moyenne, après -2,8 %) en lien avec la fiscalité accrue sur les carburants en janvier 2017 et la remontée du cours moyen du Brent. Tous les prix des produits pétroliers rebondissent nettement :

combustibles liquides (+17,3 % en moyenne), gazole (+11,7 %) et essence (+5,8 %). Les prix du gaz participent aussi à la hausse de l'inflation énergétique (+4,6 %, après -7,6 % en 2016). En revanche, les prix de l'électricité ralentissent (+0,4 %, après +3,1 %).

En 2017, les prix des produits alimentaires (y compris boissons, alcoolisées ou non) augmentent plus rapidement qu'en 2016 (+1,0 % en moyenne, après +0,6 %), avec une nette accélération des prix des produits alimentaires hors produits frais. Après deux années de faible hausse, les prix du tabac augmentent davantage : +2,7 % entre 2016 et 2017 en lien avec le relèvement des taxes.

En 2017, les prix des produits manufacturés diminuent (-0,6 % en moyenne, après -0,5 % en 2016). Ceux des articles d'habillement et de chaussures sont stables. Le recul des prix des produits de santé se poursuit pour la quatrième année consécutive. Enfin, les prix des autres produits manufacturés baissent (-0,2 % en moyenne en 2017, après -0,1 %).

L'inflation dans les services est inchangée en 2017, à +1,0 %, comme en 2016. Les prix des services de transport rebondissent nettement (+2,0 %, après -1,5 %). Ceux des services de santé augmentent vivement à la suite de la revalorisation des tarifs de consultation (+1,3 %, après +0,2 %). En revanche, les prix des loyers, indexés sur les évolutions passées de l'inflation, ralentissent en 2017, comme chaque année depuis 2006, à l'exception de 2012. Quant aux prix des services de communication, ils se replient fortement, après trois années de hausse. ■

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « 2017 – Les niveaux des prix ont varié quasiment du simple au triple parmi les États membres de l'UE », *communiqué de presse* n° 102, Eurostat, juin 2018.
- « Indice des prix à la consommation – Moyennes annuelles 2017 », *Informations rapides* n° 8, Insee, janvier 2018.
- Séries chronologiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

114

TEF, édition 2019 – Insee Références

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne, ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2017

en % — Unité

Fonction de consommation	Pondération ¹		Évolution 17/16		Fonction de consommation	Pondération ¹		Évolution 17/16	
	2017	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²		2017	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²
Ensemble (y c. tabac)	10 000	1,0	1,2		Transport	1 451	3,1	2,8	
Ensemble (hors tabac)	9 812	1,0	1,1		Achats de véhicules	362	0,7	1,7	
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 435	1,1	1,4		Utilisation de véhicules personnels	801	4,5	3,9	
Produits alimentaires	1 311	1,1	1,5		Services de transport	288	2,0	1,1	
Boissons non alcoolisées	124	0,6	0,7		Communications	285	-4,2	-4,2	
Boissons alcoolisées et tabac	380	1,6	3,3		Services postaux	17	3,8	3,8	
Boissons alcoolisées	192	0,6	0,7		Matériel de téléphonie et de télécopie	43	-8,6	-5,0	
Tabac	188	2,7	6,0		Services de téléphonie et de télécopie	225	-4,0	-4,6	
Habillement et chaussures	447	0,1	0,0		Loisirs et culture	894	0,3	0,5	
Habillement	357	0,1	0,0		Équipements audio-visuels, photo et informatiques	138	-2,2	-1,2	
Chaussures y c. réparation	90	-0,2	-0,1		Autres biens durables (loisirs)	46	-1,4	1,5	
Logement, chauffage, éclairage	1 418	1,6	1,4		Autres articles et équip. de loisirs	242	-0,2	0,3	
Loyers d'habitation	629	0,2	0,2		Services récréatifs et culturels	309	1,1	1,2	
Entretien et réparation courante du log.	172	1,5	1,6		Presse, livres et papeterie	140	1,9	2,0	
Distribution d'eau et autres services	159	1,4	1,5		Voyages touristiques tout compris	19	1,7	-6,0	
Chauffage, éclairage	458	3,7	2,9		Éducation	4	1,2	0,6	
Meubles, équip. ménager, entretien maison	530	-0,2	-0,1		Hôtellerie, cafés, restaurants	752	1,6	1,4	
Meubles, tapis, revêtements de sol	154	-0,2	0,0		Restauration et cafés	587	1,4	1,2	
Articles de ménage en textile	39	0,9	1,2		Services d'hébergement	165	2,4	2,0	
Appareils ménagers	87	-2,0	-2,2		Autres biens et services	1 341	1,1	1,2	
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	70	0,4	0,9		Soins personnels	278	0,3	0,2	
Outils pour la maison et le jardin	50	-0,5	0,0		Effets personnels (non définis ailleurs)	119	0,9	1,1	
Entretien courant de l'habitation	130	0,4	0,4		Protection sociale	485	0,9	1,0	
Santé	1 063	-0,2	0,5		Assurances	296	2,1	2,3	
Médicaments et produits pharmaceutiques	463	-2,0	-1,7		Services financiers	38	2,5	2,2	
Médecine non hospitalière	600	1,3	2,2		Autres services	125	0,9	1,1	

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.
 2. Évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.
- Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages. Note : base 100 en 2015.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Quelques hausses et baisses de prix en 2017

glissement annuel de déc. à déc. en %

Hausse		Baisses	
	17/16		17/16
Combustibles liquides	+ 11,1	Pommes de terre	-10,8
Gazole	+ 9,4	Forfaits touristiques	-6,0
Médecines généralistes	+ 7,8	Luminières	-5,4
Fruits frais	+ 6,7	Matériel de téléphonie et de télécopie	-5,0
Huiles et graisses	+ 7,4	Matériel de nettoyage	-5,0
Tabac	+ 6,0	Appareils de transformation d'aliments	-5,0
Esence	+ 5,3	Appareils de cuisson	-4,2
Hydrocarbures liquéfiés (butane, propane, etc.)	+ 5,1	Matériel de traitement de l'information	-3,9
Services postaux	+ 3,8	Appareils photo et caméras	-3,8
Journaux et publications périodiques	+ 3,8	Tapis et moquettes	-3,4

Champ : France hors Mayotte. Note : évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des tableaux concernant la France y compris les Dom sauf indication contraire

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1991 à 2017

par rapport à l'année précédente en %



Champ : France hors Mayotte. Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. L'indice est la moyenne arithmétique des 12 indices mensuels.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des graphiques d'illustration

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2017

glissement annuel de déc. à déc. en %

	17/16	17/16	
Allemagne	1,6	Lettonie	2,2
Autriche	2,3	Lituanie	3,8
Belgique	2,1	Luxembourg	1,6
Chypre	-0,4	Malte	1,3
Espagne	1,2	Pays-Bas	1,2
Estonie	3,8	Portugal	1,6
Finlande	0,5	Slovaquie	2,0
France	1,2	Slovénie	1,9
Grèce	1,0	Zone euro	1,7
Irlande	0,5	UE	1,4
Italie	1,0		

Note : évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.
Source : Eurostat (extraction du 24 mai 2018).

Des données de cadrage européennes ou mondiales